



Cimade

ASSEMBLEE GENERALE GROUPE CIMADE du PUY de DOME Le 29 janvier 2006

TEXTE d'ORIENTATION

Lors de notre assemblée générale du 29 janvier 2005, nous avons adopté un texte d'orientation. Afin de pouvoir établir un bilan et inscrire notre action dans la durée et dans une continuité historique, le Bureau a décidé de renouveler cette pratique pour notre Assemblée Générale 2006.

Ce texte nous permettra de faire un bilan politique de la situation, de nous ressourcer auprès de nos fondamentaux et enfin d'établir un horizon et une méthode pour notre action et notre développement.

Rétrospective et analyse

2005 a malheureusement été une année de recul pour les droits des étrangers et une année de renforcement des logiques sécuritaires et utilitaristes pour les politiques européennes et nationales.

Janvier 2005

- Lancement dans le débat public de l'idée des quotas pour l'immigration, consensus large sur la question dans le paysage politique français...
- Régularisation massive de sans-papiers et clandestins en Espagne (800 000). Plus tard une étude est publiée sur l'équilibre budgétaire de la sécurité sociale espagnole apporté par les nouveaux cotisants : les sans-papiers régularisés.
- Rapport de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme : Résultat d'une étude sur les étrangers en prison
- Bilan de la pseudo-abrogation de la double peine par Sarkozy : des centaines de demandes sont sans réponse depuis 1 an. Intervention de la Cimade Montpellier auprès du Tribunal Administratif qui censure le silence du Préfet.
- Lancement du projet gouvernemental de musée des étrangers;

- Mouvement de grève à la CRR : protestation contre les conditions déplorable de la Défense et du rythme de fonctionnement de l'institution pour « résorber les stocks »

Février 2005

- Rassemblement pour les jeunes sans-papiers scolarisés par le Réseau Education Sans Frontière
- Communiqué de la Cimade contre l'expulsion de Sri Lankais après le Tsunami
- Politique ouvertement utilitariste de l'immigration en Grande Bretagne

Mars 2005

- L'Italie expulse massivement des migrants sans autre forme de procès et au mépris des engagements internationaux

Juillet 2005

- La Cimade et le GISTI interviennent contre les charters mis en place par les ministres de l'intérieur du G5.

Août 2005

- La Cimade et Forum Réfugiés font condamner le Préfet de l'Ain qui avait refusé d'instruire la demande d'asile d'un Sri Lankais.
- Le gouvernement durcit les conditions d'octroi de l'Aide Médicale d'Etat. Ainsi se propage la suspicion envers les étrangers. La Cimade réagit avec d'autres associations mais la réforme passe.
- Chute des cartes de séjour pour soins passant de 94 % de demandes accordées en 2002 à 45% en 2004. En 2000, le médecin traitant était court-circuité dans la procédure, en 2005 le gouvernement édite une liste des pays où les traitements existent mais cette liste ne prend pas en compte la réalité locale de l'accès aux soins. Un artifice administratif de plus pour fermer un peu plus les frontières.
- Perquisition du domicile d'une journaliste de Radio-France Bleu Bourgogne pour trouver des informations sur la localisation d'étrangers sous le coup d'un APRF. Tous les moyens sont bons pour atteindre les chiffres demandés par le Ministère...
- La Cimade alerte l'opinion sur la présence de plus en plus importante d'enfants et de familles dans les centres de rétention. La politique du chiffre industrialise le traitement des migrants dans le nombre et la déshumanisation des pratiques administratives. Les rafles alimentent aveuglément les centres de rétention qui se transforment petit à petit en camp et rend visible la finalité de la politique d'immigration.

Septembre 2005

- Remise en cause dans le débat public du droit du sol par François Barroin, ministre de l'Outre-Mer en avançant des arguments pseudo-humanitaires comme cheval de Troie. La préparation des consciences est en marche pour les prochaines réformes...

Octobre 2005

Evènement de Ceuta et Melilla. Un bras de fer s'engage entre les demandeurs d'asile et les autorités espagnoles. Les victimes sont nombreuses du côté des réfugiés, les pratiques policières espagnoles et marocaine sont indignes et inhumaines. L'opinion découvre ce que veut dire « Vivre Libre ou Mourir » et les effets réels de la fermeture des frontières : on tue et on abandonne dans le désert pour protéger les frontières...

Novembre 2005

Expulsions arbitraires après les émeutes des banlieues, y compris de réguliers. Retour effectif à la double peine. Intervention de la Cimade pour dénoncer l'amalgame entre étranger et fauteur de troubles.

Mise en place de l'Etat d'Urgence. La Cimade participe activement à la campagne pour la Saisine citoyenne du Conseil Constitutionnel contre l'Etat d'Urgence.

Derrière la logique utilitariste de l'immigration, un projet politique inacceptable

En 2005, nous avons déjà fait notre analyse qui consiste à décrypter les politiques européennes et nationales comme ayant une vision purement utilitariste de l'immigration et essayant de se dédouaner des obligations et devoirs inscrits dans les textes internationaux tels la convention de Genève. Nous dénonçons déjà le fait que ces politiques jettent la suspicion sur l'étranger, entraînent une criminalisation du fait migratoire et une confusion entre immigré, migrant et réfugié.

Aujourd'hui nous assistons à la poursuite de ces politiques, à l'extension de leur champ d'application et à la lente transformation de notre société.

Le projet politique qui alimente et que sert les politiques concernant l'immigration se dévoile petit à petit. Il n'est pas seulement la mise au service de la société au profit de la loi du marché et la mise hors service des actes civilisateurs fondés sur les droits humains. Il est aussi la confiscation lente et progressive des droits, des libertés par l'instauration d'une démocratie autoritaire et sécuritaire. Le cycle est infernal : instauration d'une peur collective, élévation au rang d'évidence de la réponse sécuritaire, réduction des droits et des libertés, mise sous contrôle progressive de la population, exacerbation des rapports de force sociaux, explosion en crise, répression, état de siège, légitimisation de la peur, légitimisation de la logique sécuritaire, réduction des droits et des libertés, etc ...

Ce projet politique sous-jacent en application est le remplacement des libertés individuelles par les libertés du marché et la transformation de la démocratie en une nouvelle forme autoritaire. Un nouveau type d'Empire est en marche ...

Nous sommes engagés dans un combat culturel et politique : celui de la place de l'étranger en particulier et globalement celui de la société à construire.

Le combat culturel est l'affrontement des conceptions et des idées. Il peut émanciper ou manipuler. Il prépare les consciences, aplanit le terrain pour l'application de politique. Dès que l'opinion publique s'est laissée pénétrer par une idée, l'action politique vient concrétiser le terrain conquis dans les consciences par une réforme. Cette méthode est

particulièrement bien adaptée à notre société : faire partager une idée, une logique par l'opinion publique, l'élever en évidence « naturelle », profiter de cette légitimisation pour transformer la société.

Aujourd'hui nos adversaires font pénétrer l'idée que l'immigration est une menace, que les flux doivent être maîtrisés, que nous devons choisir l'immigration plutôt que de la subir, qu'il est nécessaire de réduire les droits et expulser, qu'il faut se protéger contre les faux-réfugiés profiteurs.

Nous savons ce qui se cache derrière ces idées qui s'imposent comme logique : arbitraire de la police et des préfets ; complexification des lois pour multiplier les expulsions, pour grossir les statistiques et alimenter l'argument de l'existence d'une surreprésentation de faux-réfugiés ; non-respect de la dignité humaine, intimidation, rétention indécente, industrialisation des pratiques administratives... Il y a surtout une routine liberticide aux profits de sombres intérêts : imposer culturellement le contrôle des flux, durcissement des lois (donc son corollaire : recul des droits), expulsions facilitées, utilisation des statistiques des résultats pour justifier le bien-fondé de la politique engagée par rapport à une réalité alors qu'ils sont générés par la complexification du système qui précarise les migrants. Ainsi cette politique s'auto-justifie et s'auto-alimente, grignotant petit à petit tous les droits.

Derrière cette soi-disante logique de bon sens gestionnaire se cache la volonté politique de transformer notre Démocratie Républicaine en régime populiste.

Nous devons prendre la mesure de ce combat, ses enjeux, ses champs d'application et ses promesses. C'est de la défense et de la promotion de nos principes, valeurs et idéaux dont il s'agit. Nous devons nous inscrire dans ce combat culturel, pour ne pas laisser le champ libre à nos adversaires, pour la concrétisation politique de ce que nous croyons juste et bon.

A nous de nous organiser, nous structurer et nous développer pour enrayer la machine quand elle porte atteinte à la dignité humaine et aux principes républicains, diffuser notre vision du migrant, mettre en perspective ce que peut être une société fraternelle ou du moins une politique d'immigration fraternelle.

Notre combat culturel : le « vivre ensemble ».

Nous voulons en premier lieu un traitement équitable, digne et respectueux des demandeurs d'asile et ce dans le respect de l'Idéal de Justice :

- le droit de se défendre, d'exposer tous ses arguments et de pouvoir jouir de tous les moyens nécessaires pour se défendre équitablement ;
- le droit à une justice impartiale et indépendante du pouvoir exécutif ;
- l'égalité de tous devant la loi et les sanctions.

En ce sens, la machine administrative doit être conçue pour être la garantie républicaine pour tout humain d'accès à ses droits et liberté et d'égalité de traitement.

Nous devons nous prononcer sur ce qui doit changer dans les procédures administratives et réglementaires : allongement des délais, suppression de condition d'accès, etc ...

Pour pouvoir donner une force à ces propositions politiques, nous devons libérer notre société de sa peur de l'étranger et oeuvrer pour une vision fraternelle de celui-ci. C'est pourquoi il nous faudra continuer et multiplier nos interventions publiques pour expliquer que le migrant n'est pas une menace mais une chance.

Une chance pour lui-même car il pourra espérer avoir une vie meilleure, protégée et maîtrisée.

Une chance pour le pays qui accueille car les civilisations évoluent, perdurent et s'enrichissent par les échanges et par leur perméabilité culturelle.

Une chance pour ceux qui restent car les migrants sont une force majeure de développement en envoyant une partie de leurs revenus dans leurs familles.

Enfin, nous devons reposer le débat de la place de l'étranger dans notre société et remettre en question les principes qu'ont prévalu jusqu'à présent :

- l'assimilation : elle revient à nier l'identité de l'Autre, l'Autre doit se fondre, se transformer, s'abandonner. Il y a derrière, une idée de hiérarchie des cultures et une hermétisation de la société.
- l'intégration : elle pose déjà le principe d'un milieu et de gens extérieurs qui veulent y rentrer. C'est la politique des zones franches ; des discriminations positives pour atténuer une injustice structurelle. Elle est parfois l'argument, malgré elle, du rejet de l'étranger invoquant l'incompatibilité culturelle interdisant l'intégration.

L'enjeu est celui du vivre ensemble, du vivre en société. C'est ce pari là qu'il faut gagner. C'est donc de socialisation qu'il faut parler, en tant que processus d'apprentissage de l'intérêt collectif, de participation à la vie collective et d'élargissement des domaines de gestion démocratique et participative. La socialisation est à concevoir comme un facteur d'émancipation pour l'individu et de démocratisation pour la société.

En ce sens, le vote des immigrés aux élections locales s'inscrit dans cette dynamique puisque c'est la reconnaissance et le respect du fait qu'ils participent par leur travail et activité à la marche de la société. Ils sont ainsi reconnus comme membre de cette société.

La socialisation pose comme principe de base qu'un individu participe à une société du fait de sa présence dans celle-ci et non du fait de sa similitude ou compatibilité avec la société qui l'accueille.

Ce qui est revendiqué est l'égalité des droits et non le règne des régimes d'exception.

Devant les attaques subies par le droit d'asile nous nous sommes engagés avec d'autres associations pour mettre en place une coordination régionale ayant pour objectif de mener le combat culturel et politique. Notre organisation doit poursuivre cette réflexion et être un moteur de cette coordination pour donner du poids dans l'opinion à ce que nous défendons.

Notre programme pour 2006 doit nous permettre de développer notre spécificité, de proposer notre approche de ce combat et de nous faire reconnaître comme référent dans ce domaine.

Notre combat en action

A Les Permanences d'accueil, la formation et la recherche de bénévole

Lors de l'année 2005, par l'accueil de stagiaire, par la formation de bénévole, nous avons augmenté nos nombres de visites et de personnes suivies.

L'accueil des migrants est notre coeur d'activité, il fonde notre raison d'être et par la même notre légitimité.

Nous avons besoin de davantage de bénévoles pour pérenniser l'association, ouvrir davantage de permanence et diversifier nos interventions (actions juridiques, communiqués de presse, analyses juridiques, traduction, interprétariat, support de communication, propositions politiques...).

La réflexion sur la recherche de bénévole doit s'intensifier et déboucher sur un plan d'action en juin 2006.

Nous devons aussi reprendre notre réflexion sur la formation de ces bénévoles pour qu'ils puissent être autonomes le plus rapidement possible. (identifier les besoins en formation, mise en place d'un processus d'apprentissage, méthode pédagogie)

Cette année 2006, les permanences du mercredi sont maintenues comme en 2005. L'accueil de stagiaires pourra nous permettre d'ouvrir d'autres permanences.

Par Laetitia, nous essaierons d'intéresser les étudiants en langues.

B Communication

Aspect important de notre activité pour donner du poids à nos idées et diffuser les principes que nous défendons.

Nous avons comme objectif en 2005 d'améliorer nos contacts avec la presse, d'entretenir nos relations avec les associations partenaires et de développer nos contacts avec les élus. Nous avons en effet progressé sur ces voies.

En 2006, nous devons multiplier nos interventions concernant l'actualité par voie de communiqués de presse diffusés largement. Nous devons améliorer notre gestion de nos contacts pour être plus efficace.

C Actions Cimade

Ces actions constituent notre présence dans le débat démocratique. Elles sont des moments privilégiés :

- pour diffuser notre vision de l'accueil et aide à la socialisation des populations immigrées ;
- pour alerter et témoigner de la réalité des situations vécues ou des décisions politiques prises ou en cours d'élaboration ;
- pour pratiquer la solidarité active avec les populations en souffrance, opprimées ou exploitées.

Nous avons en 2005 dégagé quelques axes d'amélioration :

- développement de matériel pour la constitution du stand ou de tables de presse
- définition d'un planning type et d'une fiche d'organisation type.

Ces améliorations ont été partiellement atteintes en 2005 et sont reconduites pour 2006.

A cela se rajoute le lancement et le développement de la Coordination Régionale pour le Droit d'Asile (CRDA) en partenariat avec la LDH, Amnesty International et l'ASTI. Le CRDA servira à mutualiser nos forces pour affiner nos analyses, assurer une présence plus soutenue dans le débat public et proposer une controverse politique à la logique de fermeture des frontières et d'utilitarisme économique de l'immigration.

Dès à présent, nous devons préparer notre association à assumer des actions diversifiées dans les années à venir :

- actions juridiques pour enrayer la machine administrative chaque fois qu'elle ne respectera pas la dignité humaine, l'égalité de traitement, l'équité dans le jugement ;
- actions de sensibilisation constantes (stand, expo, débats, ...) ;
- suivi et réaction par rapport à l'actualité (harcèlement démocratique) ;
- analyse juridique et propositions politiques pour changer la logique des politiques d'immigration

Ces actions sont autant de domaine que nous pouvons structurer en commission ou groupe de travail à proposer à de potentiels bénévoles et adhérents.

Les actions prévues au calendrier 2006 se trouvent dans le programme au point F.

D. FINANCEMENT

Notre groupe local fonctionne essentiellement grâce aux adhésions, au bénévolat de ses membres et de ses sympathisants et aux actions que nous organisons ou auxquelles nous participons.

En 2005, nous avons projeté de faire une campagne d'adhésion, celle ci avait donné une trentaine d'adhérents. En 2006, nous avons fait un courrier largement diffusé pour la campagne d'adhésion. Nous devons surtout proposer avec plus de facilité l'adhésion aux personnes sympathisantes et expliquer l'importance de cet acte.

Conformément à nos engagements pris en 2005, nous avons réalisé un dossier de subvention qui devrait nous permettre de financer nos activités et notre développement. Nous continuerons à faire vivre ce dossier et à solliciter, à l'aide de celui-ci, les collectivités

territoriales et locales.

E. MATERIEL et LOGISTIQUE

Par rapport à nos souhaits de 2005, il nous reste à financer un fax, une imprimante, un répondeur. La générosité nous a permis de changer de matériel informatique, de disposer d'un accès internet et d'avoir une photocopieuse.

F. PROGRAMME

Actions récurrentes :

- Notre activité 2006 sera bien évidemment constituer de nos permanences du mercredi et de notre participation aux permanences du Réseau les jeudis. Afin de pouvoir attirer de nouveaux bénévoles, nous souhaitons ouvrir des permanences les vendredis afin d'être en adéquation avec la prise du journée RTT.
- Agnès Ledoux continuera son action pédagogique avec le CIDF.
- En ce qui concerne la vie du groupe, nous continuerons à consacrer un mercredi par mois pour l'organisation des projets, un mercredi pour faire un point sur les dossiers constitués en permanences. Nous consacrerons un autre mercredi pour travailler sur la définition de notre vision de accueil et de la place du Migrant. Le quatrième mercredi étant réservé au réunion du Conseil du groupe.

Actions ponctuelles :

FEVRIER :

- campagne d'adhésion 2006
- dossiers de demande de subvention
- préparation campagne contre le projet de loi CESEDA

MARS :

- Culte Cimade : le 26
- Semaine contre le racisme avec l'UNEF et la LDH : semaine du 21
- campagne « Trop c'est trop ! »
- recherche de bénévoles pour l'activité prison
- Formation des bénévoles le 25 ? avec Michel Miaille ?

AVRIL :

- exposition les « migrations pour vivre ensemble » par Club Unesco ?
- groupe de travail sur le programme de formation
- campagne contre le projet de loi CESEDA

MAI :

- Conférence sur l'activité prison et campagne « trop, c'est trop »
- tournée régionale du CRDA : à déterminer
- représentation théâtrale : « Paroles Equitables » ?

JUIN :

- vente aux puces : date à déterminer
- finalisation du plan d'action de recherche de bénévoles
- Journée du Réfugié avec Amnesty International : le 20

JUILLET :

- Bilan sur les permanences et les dossiers :date à déterminer

SEPTEMBRE :

- lancement du plan d'action de recherche de bénévoles

OCTOBRE :

- recherche de bénévoles : date et actions à déterminer
- représentation théâtrale : France à Fric
- concert vers le jeunesse ? Voir Sedi.

NOVEMBRE :

- vente aux puces : date à déterminer
- Formation des bénévoles : date à déterminer
- manifestation avec APGVA

DECEMBRE :

- Journée Internationale des Migrants : le 18